

**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

-----  
Commission des institutions,  
des affaires internationales et européennes,  
et des relations avec les communes  
-----

Papeete, le - 7 JUIL. 2023

N° 55 - 2023

**Document mis  
en distribution**

**Le - 7 JUIL. 2023**

**RAPPORT**

relatif à une proposition d'acte de délégation de l'assemblée de la Polynésie française à la commission permanente,

présenté au nom de la commission des institutions, des affaires internationales et européennes et des relations avec les communes,

par Monsieur le représentant Allen SALMON

---

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

L'article 127 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française prévoit qu'entre les sessions, la commission permanente règle par ses délibérations les affaires qui lui sont renvoyées par l'assemblée.

La proposition d'acte de délégation ci-jointe propose donc de fixer les différentes habilitations que l'assemblée de la Polynésie française prévoit d'accorder à la commission permanente durant l'intersession.

Examinée en commission le 7 juillet 2023, et suite à des échanges figurant au compte-rendu, la proposition d'acte de délégation de l'assemblée de la Polynésie française à la commission permanente a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission.

En conséquence, la commission des institutions, des affaires internationales et européennes et des relations avec les communes propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter la proposition d'acte de délégation ci-jointe.

LE RAPPORTEUR

Allen SALMON



ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE

-----

ACTE DE DÉLÉGATION N° DP/APF  
DU

---

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la proposition d'acte de délégation enregistrée au secrétariat général de l'assemblée de la Polynésie française sous le n° 6992 APF du 28 juin 2023 ;

Vu la lettre n° /2023/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission des institutions, des affaires internationales et européennes et des relations avec les communes ;

Dans sa séance du

**A D O P T E :**

**Article 1<sup>er</sup>.**- La commission permanente est habilitée, durant l'intersession, à délibérer sur les affaires qui figurent en annexe au présent acte de délégation.

**Article 2.**- La commission permanente est habilitée, durant la même période, à émettre des avis sur les textes pour lesquels la consultation de l'assemblée de la Polynésie française par l'État est prévue, sauf lorsqu'est en cause la définition du statut de la Polynésie française prévue par l'article 74 de la Constitution.

**Article 3.**- Le Président de l'assemblée de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent acte de délégation qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*

Odette HOMAI

*Le Président,*

Antony GEROS



# ANNEXE

## LISTE DES AFFAIRES RENVOYÉES À LA COMMISSION PERMANENTE

### Demande d'avis

1. Demande d'avis à l'occasion du processus législatif engagé sur le projet de loi autorisant l'approbation du premier amendement à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et du protocole à la convention adoptée à Espoo le 25 février 1991 sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière relatif à l'évaluation stratégique environnementale  
(Lettre n° 274/DIRAJ du 7-3-2023)
2. Demande d'avis sur un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement, la Société financière internationale, l'Agence multilatérale de garantie des investissements, et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements  
(Lettre n° 521/DIRAJ du 12-5-2023)
3. Demande d'avis sur un projet d'ordonnance portant adaptation du droit au règlement européen (UE) 2021/23 relatif à un cadre pour le redressement et la résolution des contreparties centrales et modifiant les règlements (UE) n° 1095/2010, (UE) n° 648/2012, (UE) n° 600/2014, (UE) n° 806/2014 et (UE) 2015/2365, ainsi que les directives 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2007/36/CE, 2014/59/UE et (UE) 2017/1132  
(Lettre n° 707/DIRAJ du 30-6-2023)

### Projets de délibération

4. Projets de délibération portant approbation des comptes financiers des établissements publics de la Polynésie française
5. Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'Office Polynésien de l'Habitat pour l'exercice 2022 et affectation de son résultat  
(Lettre n° 10271/PR du 29-12-2022)
6. Projet de délibération relative aux conditions de reprise d'ancienneté en matière de classement et portant dispositions diverses liées au stage dans la fonction publique de la Polynésie française  
(Lettre n° 47/PR du 5-1-2023)
7. Neuf projets de délibération relatifs à la demande de reconnaissance par l'État de titres à finalité professionnelle, préparés en Polynésie française et délivrés par le Ministre en charge de la formation professionnelle, de :
  - « Agent de fabrication et montage en chaudronnerie »
  - « Soudeur TIG électrode enrobée »
  - « Maçon »
  - « Agent de maintenance des bâtiments »
  - « Conducteur livreur sur véhicule utilitaire léger »
  - « Conducteur de transport en commun sur route »
  - « Enseignant de la conduite et de la sécurité routière »
  - « Gouvernant(e) en hôtellerie »
  - « Soudeur assembleur industriel »  
(Lettres n°s 738 à 742 et 754 à 757/PR du 31-1-2023)

8. Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2022 de l'Institut de la Jeunesse et des Sports de la Polynésie française et affectation de son résultat  
*(Lettre n° 2583/PR du 31-3-2023)*
9. Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2022 de l'établissement public administratif dénommé « Fare Tama Hau » et affectation de son résultat  
*(Lettre n° 2940/PR du 14-4-2023)*
10. Projet de délibération portant approbation du compte financier de l'exercice 2022 du Te Fare Iamanaha – Musée de Tahiti et des Îles et affectation de son résultat  
*(Lettre n° 3411/PR du 27-4-2023)*
11. Projet de délibération portant abrogation de la délibération n° 97-145 APF du 13 août 1997 portant création d'une commission dénommée « Observatoire polynésien de la santé »  
*(Lettre n° 2458/PR du 27-3-2023)*  
*(Lettre n° 4093/PR du 7-6-2023)*
12. Projet de délibération portant approbation des comptes annuels de l'exercice 2021 de l'établissement public Office des postes et télécommunications et affectation de son résultat  
*(Lettre n° 4427/PR du 23-6-2023)*
13. Projet de délibération portant approbation des comptes annuels consolidés de l'exercice 2021 du groupe public Office des postes et télécommunications  
*(Lettre n° 4428/PR du 23-6-2023)*
14. Projet de délibération portant reprise et affectation du résultat cumulé de la section de fonctionnement du budget du Conseil économique, social, environnemental et culturel de l'exercice 2022  
*(Lettre n° 4616/PR du 30-6-2023)*
15. Projet de délibération portant approbation du compte administratif du Conseil économique, social, environnemental et culturel et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2022  
*(Lettre n° 4617/PR du 30-6-2023)*
16. Projet de délibération portant modification de la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005 modifiée portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française  
*(Lettre n° 4719/PR du 5-7-2023)*

### **Propositions de délibération**

17. Proposition de délibération portant sur la modification de la délibération n° 2022-102 APF du 13 décembre 2022 portant sur la création d'une commission d'enquête sur la gestion de la crise sanitaire  
*(déposée par M<sup>me</sup> Nicole SANQUER – APF 5971 du 7-6-2023)*
18. Proposition de délibération modifiant la délibération n° 2004-111 APF du 29 décembre 2004 modifiée portant statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française  
*(déposée par M. Antony GEROS, président de l'assemblée – APF 6694 du 22-6-2023)*